

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 04/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Pau Béarn Pyrénées Energies Services

18 rue Thomas Edison
33610 Canéjan

Références : DREAL/2026D/303

Code AIOT : 0003106180

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement Pau Béarn Pyrénées Energies Services implanté Rue de Monhauba 64140 Lons. L'inspection a été annoncée le 18/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW. Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration

au titre de la rubrique 2910.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Pau Béarn Pyrénées Energies Services
- Rue de Monhauba 64140 Lons
- Code AIOT : 0003106180
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La chaufferie de Lons alimente en eau chaude le réseau de chaleur urbain de l'agglomération de Pau. Ce réseau de chaleur urbain est prioritairement alimentée en eau chaude par l'unité de valorisation énergétique d'ordures ménagères BÉARN URBASER ENERGIE, la chaufferie de Lons apportant un complément en période hivernale.

Cette chaufferie, dont la puissance déclarée est de 19 MW, est composée de deux chaudières alimentées en plaquettes forestières et d'une chaudière alimentée au gaz naturel.

L'exploitation de la chaufferie est encadrée réglementairement par l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 17 août 2021 et l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installation et combustible déclarés	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Résistance au feu	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
9	Rejets atmosphériques – conformité aux VLE pour les chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.II) et 6.2.4.IV de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Règles d'implantation	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 6	Sans objet
4	Ventilation, vannes gaz et surveillance anti-intrusion	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 8	Sans objet
7	Rejets atmosphériques - contrôle réglementaire	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II de l'annexe I	Sans objet
8	Rejets atmosphériques - conditions de référence pour les chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4 de l'annexe I	Sans objet
10	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 à 515-116	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que les combustibles consommés par les chaudières permettent un classement sous la rubrique 2910.Ax de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). L'inspection a demandé à l'exploitant les justificatifs de la puissance thermique de chaque appareil de combustion afin de s'assurer que la chaufferie est correctement classée en 2910.A2.

L'inspection a constaté que les contrôles réglementaires sont effectués à la fréquence requise et pour l'ensemble des polluants réglementés. Les concentrations des polluants rejetés sont globalement conformes aux valeurs limites d'émission (VLE) des polluants. L'inspection a demandé à l'exploitant de justifier l'origine des dépassements en CO sur deux prélèvements et de communiquer les actions correctives mises en œuvre pour un retour à la conformité.

L'inspection a vérifié par sondage le fonctionnement du système de traitement des rejets atmosphériques des chaudières bois et constaté que ces chaudières ont fonctionné sans électrofiltre pendant une durée cumulée de 22 heures sur la période du 8 au 17 décembre 2025. L'inspection a demandé à l'exploitant de mettre en place une organisation permettant de réduire significativement la durée d'indisponibilité du système de traitement des rejets atmosphériques des chaudières bois.

L'inspection a par ailleurs demandé à l'exploitant des justificatifs portant sur la résistance au feu des éléments de construction de la chaufferie (parois, toiture et portes) et sur la défense incendie (rapport d'essai du poteau d'incendie et présence d'un clapet coupe-feu au niveau du convoyeur à bois).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation et combustible déclarés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 2			
Thème(s) : Actions nationales 2025, Installation et combustible déclarés			
Prescription contrôlée :			
<u>Article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2021</u>			
Les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont :			
Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	R é g i m e d e c l a s s e m e n t
2910.A2	Installations de combustion. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1. La puissance thermique nominale est <i>supérieure à 1</i>	19 MW 2 chaudières biomasse (10 MW) 1 chaudière au gaz naturel (9 MW)	Déclaration soumis à Contrôle périodique

	est supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.		
1532	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A. Le volume susceptible d'être stocké est <i>inférieur ou égal à 1 000 m³</i> .	990 m ³	Non Classé

Article 6.2.1 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié

Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.
Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

Constats :

La chaufferie de Lons est composée de trois appareils de combustion : deux chaudières bois d'une puissance cumulée déclarée de 10 MW et d'une chaudière gaz naturel d'une puissance déclarée de 9 MW.

L'inspection a constaté la présence de ces trois chaudières et relevé les puissances suivantes sur les plaques « constructeur » : 5 200 kW de puissance nominale pour chacune des chaudières bois (WEISS SRTC-LE), 1 100 kW min à 11 000 kW max pour le brûleur gaz (WEISHAUPT n° 40634126) et 9 000 kW de puissance calorifique pour l'appareil de production d'eau chaude (BOSCH n° 137422) couplé au brûleur gaz.

Interrogé sur la puissance thermique, exprimée en pouvoir calorifique inférieur (PCI), l'exploitant a répondu 10,4 MW PCI en cumul pour les chaudières biomasse et 8,8 MW PCI pour la chaudière gaz. L'exploitant n'est cependant pas en mesure de justifier ces puissances. L'inspection a rappelé que la puissance thermique est fixée et garantie par le constructeur, exprimée en pouvoir calorifique inférieur (PCI) et susceptible d'être consommée en marche continue.

L'exploitant a transmis à l'inspection les conditions particulières du contrat de fourniture de combustible biomasse de la chaufferie conclu avec la société SOVEN. Le combustible biomasse

comprend exclusivement des plaquettes forestières en provenance d'un rayon maximum de 100 km de la chaufferie. Les caractéristiques des plaquettes forestières sont les suivantes :

- humidité comprise entre 25 % et 50 %,
- granulométrie comprise entre 3,15 mm et 100 mm (60 % en masse),
- fraction grossière (supérieure à 150 mm) inférieure à 10 % en masse,
- fraction fine (inférieure à 3,15 mm) inférieure à 10 % en masse.

L'exploitant a présenté les contrôles qu'il effectue à l'occasion de la livraison des plaquettes forestières. Un technicien de la chaufferie est systématiquement présent à chaque livraison et au cours du déchargement des camions. Le technicien vérifie les documents de transport, notamment la provenance des plaquettes forestières, contrôle l'humidité et la granulométrie d'un échantillon de plaquettes et, visuellement, leur qualité. Le contrôle de l'humidité des plaquettes est effectué par un humidimètre (UMIKRON) permettant d'obtenir rapidement un taux et d'autoriser (ou pas) le déchargement des camions. L'humidité peut également être mesurée par étuve. La granulométrie est, quant à elle, mesurée par tamisage pour chaque nouveau lot de biomasse. L'exploitant assure la traçabilité de la qualité (très mauvais à très bon) des plaquettes forestières dans la base de données BDDS partagée avec son prestataire SOVEN. L'inspection a pu constater dans cet outil que des livraisons ont été refusées en raison notamment de la présence de corps étrangers dans les plaquettes forestières ou de taux de fines ou d'humidité trop importants. Un contrôle visuel par sondage sur une des trois aires de stockage des plaquettes forestières n'a pas montré d'anomalie visible de la qualité des plaquettes stockées.

L'inspection a constaté que les combustibles consommés : gaz naturel et plaquettes forestières [biomasse de type a) telle que définie à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié] permettent le classement en 2910.A de la chaufferie. Sous réserve de la justification de la puissance thermique nominale de 19,2 MW PCI (ou d'une puissance inférieure à 20 MW) de l'installation de combustion, la chaufferie est correctement classée en 2910.A2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai d'un mois, les justificatifs de la puissance thermique, exprimée en pouvoir calorifique inférieur (PCI) et susceptible d'être consommée en marche continue, de chacun des appareils de combustion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation

Prescription contrôlée :

En lieu et place des dispositions de l'article 2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils satisfait aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par

<p>rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux-mêmes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 mètres des limites de propriété, excepté en limite Nord-Est du site où la distance est a minima de 5 mètres, - 10 mètres des établissements recevant du public de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation, - 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation. <p>Les appareils de combustion destinés à la production d'énergie (tels que les chaudières, les turbines ou les moteurs, associés ou non à une postcombustion), sont implantés, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus.</p>
--

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la chaufferie est située dans la zone d'activités économiques INDUSPAL de Lons.</p> <p>Les parois des deux locaux abritant les chaudières sont implantées à plus de 10 mètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des établissements recevant du public, - des immeubles de grande hauteur, - des immeubles occupés/habités par des tiers, sauf en limites Nord et Est, - des voies à grande circulation, - des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. <p>L'inspection a constaté que les parois Est et Nord du local abritant la chaudière gaz sont implantées à environ 5 mètres de la limite de propriété, telle que matérialisée sur le plan "masse et réseau" de la chaufferie (version du 1^{er} septembre 2020). L'inspection a constaté que le terrain n'est pas clôturé sur la limite Nord de propriété (rue Monhauba). La façade Nord du bâtiment (dont le local de la chaudière gaz) constitue de fait la clôture du site, en retrait de 5 mètres environ de la limite de propriété. La paroi Nord du local de la chaudière gaz est uniquement percée d'ouvertures de ventilation positionnées en position haute (à plus de 3 mètres de hauteur).</p> <p>L'inspection a constaté que seules les chaudières sont situées dans les locaux réservés à cet usage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Résistance au feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Résistance au feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En lieu et place des dispositions de l'article 2.4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes.</p> <p>Les locaux abritant l'installation de combustion présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p>

<p>- l'ensemble de la structure est R60.</p> <p>De plus, les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis-à-vis des locaux contigus ou des établissements, installations et stockages :</p> <ul style="list-style-type: none"> - parois REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), excepté au droit des parois soufflables constituées de quatre grilles de ventilations. - plancher haut REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), - toiture présentant des surfaces soufflables permettant l'évacuation des surpressions en cas d'explosion, - portes intérieures EI 30 (coupe-feu de degré 1/2 heure) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique, - porte donnant vers l'extérieur EI 30 (coupe-feu de degré 1/2 heure) au moins. <p>R : capacité portante. E : étanchéité au feu. I : isolation thermique.</p> <p>Les classifications sont exprimées en minutes.</p> <p>Les surfaces soufflables, sur les parois et en toiture, sont dimensionnées conformément à la norme NF EN 14994. À l'occasion de tous travaux ou modifications des installations, l'exploitant procède à une vérification du bon dimensionnement de ces surfaces.</p> <p>Les calculs et les justificatifs de dimensionnement ainsi que les vérifications réalisées sont conservés dans le dossier installations classées prévu à l'article 1.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.</p> <p>Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. Les traversées de mur, comme pour les convoyeurs, sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.</p> <p>La protection contre l'incendie des câbles électriques au droit des traversées de parois ou de dalles est assurée par l'application d'une peinture intumescente ou de calfeutrage de part et d'autre de chaque traversée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les parois des deux locaux abritant les appareils de combustion sont en béton. Les parois extérieures de ces locaux sont percées pour la ventilation des locaux (grilles en position basse et en position haute). La couverture métallique des locaux est dotée de trappes de désenfumage. Les portes intérieures sont munies de ferme-porte. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du degré coupe-feu des parois, toiture et portes intérieures et extérieures. L'inspection n'a pas constaté d'autres percements que ceux décrits ci-dessus dans les parois et la toiture. Les passages de gaines ou de galeries techniques sont correctement rebouchés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai d'un mois, les justificatifs des caractéristiques de résistance au feu des parois, des portes et de la couverture de la chaufferie. Sous le même délai, il justifie la présence et les caractéristiques du clapet coupe-feu dans la paroi traversée par le convoyeur à bois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Ventilation, vannes gaz et surveillance anti-intrusion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation, vannes gaz et surveillance anti-intrusion

Prescription contrôlée :

8.1 Grilles de ventilation

Les grilles de ventilation sont équipées de dispositifs anti-bruit.

8.2 Murs déflecteurs

Des murs de protection absorbant les effets de surpression sont mis en place au droit des ventilations basses afin de protéger les tiers des effets d'une éventuelle surpression.

8.3 Protections passives

Les vannes d'alimentation en gaz doivent être accessibles de façon permanente aux équipes d'intervention. Afin de protéger cette zone, une porte grillagée empêchant l'accès aux électrovannes est notamment mise en place ainsi que des plots anti-collision pour protéger la vanne d'arrêt manuelle.

8.4 Surveillance anti-intrusion

Un dispositif de contrôle anti-intrusion est mis en place avec report en cas d'intrusion vers une personne d'astreinte.

Constats :

L'inspection a constaté la présence :

- de "pièges à son" installés dans les locaux abritant les chaudières, au droit des grilles de ventilation,
- des deux murs de protection de 2 m de hauteur érigés en vis-à-vis des grilles de ventilation basse, ces murs sont implantés tels que matérialisés sur le plan "masse et réseaux" de la chaufferie (version du 1^{er} septembre 2020),
- de vannes d'alimentation en gaz naturel accessibles depuis l'extérieur ; une porte grillagée protège ces vannes,
- d'une alarme anti-intrusion installée dans les bâtiments ; l'exploitant indique que l'alarme est reportée vers le prestataire de télésurveillance ADOUR SÉCURITÉ qui assure le relais vers le personnel ENGIE d'astreinte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 sont complétées par les prescriptions suivantes.

9.1 Poteau incendie

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant présente les résultats des démarches entreprises auprès de la mairie de Lons et du gestionnaire du réseau d'eau pour disposer d'un poteau incendie dans l'espace vert longeant la rue Monhauba, afin d'être protégé de la circulation et en dehors des zones des effets des installations.

Les travaux devront être réalisés dans un délai n'excédant pas trois mois après la mise en service des installations.

L'exploitant tient régulièrement informée l'inspection des installations classées du planning de réalisation des travaux.

Ce poteau doit être a minima d'un diamètre nominal DN100 et permettre de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures à 1 bar minimum. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

Ce poteau incendie n'étant pas sous la responsabilité de l'exploitant, celui-ci s'assure par convention avec le gestionnaire du réseau, du maintien du volume requis de 60 mètres cubes par heure pendant 2 heures à 1 bar minimum et procède à des tests réguliers.

Les résultats des tests sont conservés dans le dossier installations classées prévu à l'article 1.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

9.2 Silos de stockage de la biomasse

L'exploitant procède à l'implantation de colonnes d'aspersion, judicieusement positionnées, à proximité des silos de stockage de la biomasse afin de faciliter l'intervention des sapeurs-pompier.

Le positionnement de ces colonnes est reporté sur un plan tenu à la disposition des services de secours et d'incendie.

9.3 Convoyeurs

Les convoyeurs sont équipés de dispositifs d'aspersion asservis à une détection incendie.

9.4 Nettoyage des installations

Les installations doivent être régulièrement nettoyées afin d'empêcher toute accumulation de poussières.

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'un poteau incendie positionné dans le périmètre clôturé du site, à proximité de la voie de service de la chaufferie. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats des essais de fonctionnement de ce poteau d'incendie. Une étiquette apposée sur le poteau d'incendie mentionne une vérification effectuée par DESAUTEL en mai 2025.

L'inspection a constaté par sondage la présence d'un robinet d'incendie armé (RIA) dans une des trois cellules de stockage des plaquettes forestières. Des RIA sont matérialisés sur le plan

<p>d'évacuation de la chaufferie. Une étiquette apposée sur le RIA inspecté mentionne une vérification effectuée par DESAUTEL en mars 2025.</p> <p>L'inspection a constaté que le convoyeur à bois est équipé de deux dispositifs d'aspersion d'eau, l'un positionné au niveau de la paroi séparant le local des chaudières du local de stockage du bois et l'autre positionné à l'extrémité du convoyeur. L'exploitant a indiqué que des sondes de température permettent de détecter les élévations anormales de température et de commander le déclenchement automatique de l'aspersion d'eau. L'inspection a constaté la présence des sondes de températures et des vannes automatisées.</p> <p>L'inspection a constaté que les installations sont correctement nettoyées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai d'un mois, le rapport des essais de fonctionnement du poteau d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Système de traitement des fumées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>II. Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>III. Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NO_x pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les rejets atmosphériques des chaudières bois sont traités par un multicyclone et un électrofiltre.</p> <p>Interrogé sur la traçabilité du bon fonctionnement du système de traitement des rejets atmosphériques des chaudières bois, l'exploitant a répondu que le fonctionnement du multicyclone et de l'électrofiltre est vérifié quotidiennement à l'occasion des tournées effectuées le matin et le soir. Il indique qu'un personnel dédié à la conduite des chaudières bois est présent du lundi au vendredi de 8h à 17h.</p> <p>Les arrêts de l'électrofiltre sont enregistrés dans l'automate de conduite des installations. L'inspection a consulté, par sondage, le journal des événements enregistrés dans cet automate pour la période du 8 au 17 décembre 2025. Quatre défauts de fonctionnement de l'électrofiltre entraînant son arrêt ont été enregistrés dont trois arrêts de fonctionnement de plusieurs heures (22 heures en cumul sur 10 jours) : le 4 décembre de 4h57 à 8h50 (arrêt de 4h), du 9 décembre à</p>

19h22 au 10 décembre à 8h51 (arrêt de 13,5h) et le 11 décembre de 5h12 à 9h30 (4,25h). Pendant ces arrêts, les chaudières bois ont continué à fonctionner. L'inspection constate que les arrêts longs débutent en dehors des plages horaires de présence du personnel sur site. L'exploitant indique que seules les alarmes liées à l'arrêt automatique des chaudières sont transmises au personnel d'astreinte et font l'objet d'une intervention. Les alarmes liées à l'arrêt de l'électrofiltre ne sont pas transmises au personnel d'astreinte, ce qui explique le délai de plusieurs heures pour remettre en fonctionnement l'électrofiltre à l'arrivée du personnel le matin. L'exploitant précise que les dysfonctionnements de l'électrofiltre proviennent principalement d'un problème d'écoulement des cendres dans le conteneur (big-bag) et de court-circuits de l'électrofiltre. L'exploitant indique que des essais de transmission au personnel d'astreinte des alarmes pour arrêt de l'électrofiltre vont débiter sur la chaufferie de Ginko. L'exploitant prévoit de déployer cette transmission sur le site de Lons, sans pouvoir s'engager sur un délai de déploiement. L'inspection rappelle que les temps d'indisponibilité des systèmes de traitement des fumées doivent être aussi réduits que possible car ils sont susceptibles d'engendrer des rejets atmosphériques dont les concentrations en polluants excèdent les valeurs limites d'émission.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place, dans un délai de deux mois, une organisation permettant de réduire significativement la durée d'indisponibilité du système de traitement des rejets atmosphériques des chaudières bois. Il rend compte, sous le même délai, des mesures prises. Il tient à la disposition de l'inspection des informations prouvant le bon fonctionnement du système de traitement des rejets atmosphériques des chaudières bois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Rejets atmosphériques - contrôle réglementaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II de l'annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire périodique

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

II. La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la

définition de biomasse.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le premier contrôle réglementaire des rejets atmosphériques des chaudières a été effectué par l'APAVE (agence de Bordeaux) en janvier et février 2022. L'exploitant indique que ce contrôle a été effectué au moment de la mise en service de la chaufferie. L'ensemble des polluants réglementés ont fait l'objet d'une mesure en concentration. Le deuxième contrôle réglementaire des rejets atmosphériques des chaudières a été effectué par BUREAU VERITAS EXPLOITATION (agence de Pessac) en février 2024. L'ensemble des polluants réglementés ont fait l'objet d'une mesure en concentration.</p> <p>Ces deux prestataires sont dûment accrédités et agréés pour effectuer les prélèvements des rejets atmosphériques et les analyses de ces prélèvements hormis pour les analyses de dioxines et furanes confiées à EUROFINs LAB SERVICE GmbH (Hambourg) également accrédité et agréé.</p> <p>La périodicité biennale du contrôle réglementaire est observée par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets atmosphériques - conditions de référence pour les chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4 de l'annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence pour les chaudières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des mesures des émissions atmosphériques effectuées par l'APAVE en janvier et février 2022 et par BUREAU VERITAS EXPLOITATION en février 2024 sont exprimés dans les rapports de mesures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en Nm³/h sur gaz secs à 3 % d'oxygène pour le volume des effluents, - en mg/Nm³ sur gaz secs à 3 % d'oxygène pour les concentrations en polluants dans les effluents gazeux de la chaudière gaz naturel, - en mg/Nm³ sur gaz secs à 6 % d'oxygène pour les concentrations en polluants dans les effluents gazeux des chaudières bois (combustible solide). <p>L'inspection constate que les résultats des mesures sont exprimés dans les conditions de référence requises pour chacun des appareils.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets atmosphériques – conformité aux VLE pour les chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.II) et 6.2.4.IV de l'annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE

Prescription contrôlée :

6.2.4. *Valeurs limites d'émission* (installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe)

II. Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et nouvelles, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

	Puissance P (MW)	S O ₂ (mg/Nm ³)	N O _x (mg/Nm ³)	Poussières (mg/Nm ³)	C O (mg/Nm ³)
Biomasse solide	P>10	200	300 (7)	30 (2)	250
Gaz naturel, Biométhane	P>10	-	100	-	100

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm ³)
(2)	Installation mise en service avant le 20 décembre 2018	Poussières : 50
(7)	Installation mise en service avant le 20 décembre 2018	NO _x : 500

IV. Les installations utilisant un combustible solide respectent la valeur limite suivante :

- en dioxines et furanes : 0,1 ng I-TEQ/Nm³. Les installations déclarées après le 1er janvier 1998 utilisant de la biomasse respectent les valeurs limites suivantes :
- en composés organiques volatils hors méthane (exprimés carbone total) : 50 mg/Nm³.

Constats :

Les contrôles réglementaires des rejets atmosphériques ont été effectuées par l'APAVE du 11 au 13 janvier 2022 pour les deux chaudières biomasse et le 2 février 2022 pour la chaudière gaz et par BUREAU VERITAS EXPLOITATION du 19 au 23 février 2024 pour les trois chaudières.

Contrôle réglementaire effectué par l'APAVE

L'inspection a examiné les rapports de mesure du 25 février 2022 et du 2 mars 2022 établis par l'APAVE.

Les prélèvements ont été effectués en fonctionnement à 25 %, 50 %, 75 % et 100 % de la puissance nominale de la chaudière gaz et à 25 %, 50 % et 100 % de la puissance nominale des chaudières bois. Dans toutes les conditions de fonctionnement, les concentrations de tous les polluants réglementés (CO et NOx) dans les rejets de la chaudière gaz sont inférieures aux VLE de ces polluants.

Hormis pour le polluant CO rejeté par les chaudières bois en fonctionnement à 50 % de leur puissance nominale, les concentrations de tous les polluants réglementés (CO, COVNM, NOx, SO2, poussières et dioxines/furanes) dans les rejets des chaudières bois sont inférieures aux VLE de ces polluants, dans toutes les conditions de fonctionnement des chaudières bois.

Lorsque les chaudières bois fonctionnent à 50% de leur puissance nominale, les concentrations mesurées en CO dans les rejets atmosphériques sont respectivement 270 mg/Nm3 pour la chaudière 1 et 360 mg/Nm3 pour la chaudière 2 et excèdent la VLE fixée à 250 mg/Nm3. L'exploitant indique que la mesure a pu être affectée lors d'un fonctionnement instable des chaudières. Il indique que les mesures ont été effectuées après la mise en service et que des réglages ont pu être effectués ensuite, sans pouvoir en justifier à ce stade.

Contrôle réglementaire effectué par BUREAU VERITAS EXPLOITATION

L'inspection a examiné le rapport de mesure du 5 avril 2024 établi par BUREAU VERITAS EXPLOITATION.

Les prélèvements ont été effectués pendant que les chaudières fonctionnaient en régulation sur des plages de puissance comprises entre 2 600 kW et 4 160 kW pour la chaudière bois n°1, entre 1 300 kW et 3 380 kW pour la chaudière bois n°2 et entre 10% et 100 % de charge pour la chaudière gaz. L'exploitant indique que ces conditions de fonctionnement en régulation correspondent à celles rencontrées en condition normale d'exploitation de la chaufferie.

Les concentrations de tous les polluants réglementés (CO et NOx) dans les rejets de la chaudière gaz sont inférieures aux VLE de ces polluants.

Les concentrations de tous les polluants réglementés (CO, COVNM, NOx, SO2, poussières et dioxines/furanes) dans les rejets des chaudières bois sont inférieures aux VLE de ces polluants. En particulier, les concentrations mesurées en CO sont de 19,8 mg/Nm3 pour la chaudière bois n°1 et de 198 mg/Nm3 pour la chaudière bois n°2.

Enfin, BUREAU VERITAS EXPLOITATION a relevé des non-conformités relatives à la vitesse d'éjection des gaz de combustion des deux chaudières bois, vitesses comprises entre 4,66 m/s et 7,49 m/s. L'inspection rappelle que la vitesse d'éjection minimale réglementaire de 6 m/s est à apprécier en marche continue maximale des appareils de combustion. Cette condition n'étant pas observée pendant le contrôle des rejets atmosphériques des chaudières bois, il ne peut pas être relevé de non-conformité relative à la vitesse d'éjection des gaz de combustion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie, dans un délai d'un mois, l'origine des dépassements des VLE en concentration du polluant CO observés dans les rejets atmosphériques des chaudières bois en janvier 2022. Sous le même délai, il communique à l'inspection les actions correctives mises en place pour un retour

à la conformité. L'exploitant veille systématiquement à rechercher l'origine des dépassements des VLE. Il assure la traçabilité des origines des dépassements et des actions correctives mises en place pour un retour à la conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 à 515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article R. 515-114</u></p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8.</p>

Article R.515-115

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

Article R.515-116

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

L'inspection a constaté que la chaufferie de Lons est recensée dans le tableau de synthèse (mise à jour de décembre 2025) des installations de combustion de taille moyenne, tableau de synthèse disponible sur le site internet AIDA de l'INERIS. L'ensemble des informations requises sont disponibles dans le ce tableau.

Type de suites proposées : Sans suite